

**Discours de Marc Lortie,
Ambassadeur du Canada en France,**

**A L'INSTITUT FRANCE-AMERIQUES
en partenariat
avec la Chambre de Commerce France-Canada, le 23 janvier 2008**

Canada : « l'Etoile du Nord »

Enjeux et modernité d'une superpuissance boréale

INTRODUCTION

« 2008, une grande année devant nous »

Monsieur le Président de France-Amériques,
Monsieur le Président de l'Institut France-Canada,
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce France-Canada,
Madame la Députée ,
Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Après quinze ans d'absence, c'est avec beaucoup de bonheur que je retrouve Paris, « la plus belle ville du monde », dites-vous en toute objectivité... En toute objectivité, pourtant, c'est bien Québec qui, en 2008, sera dans tous les cœurs !

Je voudrais vous dire mon plaisir de prendre la parole dans cette prestigieuse institution de France-Amériques dont nous savons l'immense contribution pour renforcer le lien transatlantique. Aujourd'hui, je voudrais vous parler de ce qui se profile à l'horizon pour cette grande année 2008 et vous dire que, dans l'ensemble, les nouvelles du Canada sont bonnes.

Je commencerai mon propos par un point sur la situation économique, vous proposerai ensuite d'explorer les défis du Grand Nord, région stratégique du Canada, et je conclurai, enfin, sur l'Europe.

Au préalable, j'aimerais commencer cette intervention en soulignant les deux grands dossiers d'actualité qui ouvrent ce début d'année 2008, deux événements que vous tous, « Canada watchers », suivrez de près, j'en suis sûr.

C'est d'abord la présentation hier à notre gouvernement du rapport de la Commission Manley , ancien Vice-Premier Ministre du Canada, sur l'engagement et le rôle, pour les prochaines années, du Canada en Afghanistan.

C'est là que nous avons dépêché, de loin, notre plus grande mission militaire et développementale : depuis 2001, 18,000 Canadiens ont servi en Afghanistan, 2,700 y sont actuellement déployés à Kaboul et surtout à Kandahar où se joue un défi majeur pour la paix et la stabilité du monde.

Vous le savez : le coût de notre engagement en Afghanistan est particulièrement élevé.

Pour la première fois depuis la guerre de Corée, le sang de soldats canadiens a coulé. Nous y avons perdu 77 militaires et 1 diplomate. Mais, nous continuons notre action sur place pour assurer la sécurité, au côté de nos alliés, et accompagner le gouvernement afghan à reconstruire la démocratie, l'économie et un état viable.

Pour ce faire, nous avons fait de l'Afghanistan, qui recevra 1,2 milliards de dollars jusqu'en 2011, le premier bénéficiaire de l'aide canadienne au développement pour y améliorer, notamment, l'accès aux soins de santé, la scolarisation des enfants - et surtout des filles, ou encore le microcrédit.

Le rapport remis hier à notre gouvernement recommande le maintien de notre mission au-delà de 2009, dans des termes qui restent à définir et qui nourriront, dans les jours et semaines à venir, de grands débats au Canada, avant un vote au Parlement.

Le deuxième grand événement de ce début d'année 2008, c'est la rentrée parlementaire prévue lundi.

Cela fait deux ans, jour pour jour, que notre chambre a été élue, conduisant à la formation du gouvernement minoritaire de Stephen Harper. Ce gouvernement pourra-t-il tenir une troisième année? C'est ce que nous verrons au cours de la session qui s'ouvre.

Avec la fondation de Québec, notre pays fête cette année sa naissance en français il y a quatre siècles. Notre pays rappelle cette année le fait français au Canada, il célèbre son unique diversité. En cela, ce 400 e est la fête de tous les Canadiens.

Fondation de Québec ? Fondation du Québec ? Fondation du Canada ? Que fêtons-nous en 2008 ? Les Québécois et les autres Canadiens célèbrent cette année une seule et même chose, une immense richesse de leur identité, de leur patrimoine : la francophonie.

Cette francophonie si chère à notre pays. Cette francophonie que nous aimons défendre et afficher jusque sur les ondes de TV5 à laquelle nous tenons tant... car les Canadiens la regardent aussi !

Cette francophonie qui compte parmi les piliers de la politique étrangère du Canada.

Cette francophonie, ce patrimoine, cette formidable culture, nous serons particulièrement fiers de la célébrer avec tous nos partenaires de la francophonie internationale au Sommet de Québec qui réunira à la mi-octobre 68 chefs d'Etat et de gouvernement.

Sous l'impulsion du Président de la République , dont nous savons l'attachement personnel et l'amitié qu'il porte au Canada, la France s'engage avec force dans ce 400 e anniversaire. Nous sommes particulièrement honorés qu'autant d'énergie ait été déployée pour porter à Québec de magnifiques projets qui illumineront cette saison d'exception. Nous sommes infiniment

reconnaissants à Jean-Pierre Raffarin dont l'imagination et le dynamisme ont permis cette belle programmation. Nous sommes également sensibles à l'initiative des régions de France qui ont souhaité être au rendez-vous de Québec 2008 en coordonnant un programme ambitieux de manifestations à travers leurs territoires.

2008 sera incontestablement une très grande année pour la relation Canada-France.

Elle verra la visite officielle à Paris et à La Rochelle de notre chef de l'Etat, la Gouverneure Générale, en mai prochain. La visite au Canada du Premier ministre François Fillon l'été prochain. La visite au Canada du Président de la République, Nicolas Sarkozy, pour le Sommet de la Francophonie et le Sommet Canada-Union Européenne à la mi-octobre.

Le Canada entend saisir cette année exceptionnelle pour renforcer sa relation bilatérale avec la France, mais aussi sa relation avec l'Union Européenne dont Paris exercera, à compter de juillet, la présidence. Car le Canada a beaucoup à offrir. A la France qui a ouvert mille et un chantiers sur lesquels, auprès d'elle, nous sommes très heureux de travailler. A la France avec qui nous partageons plus qu'une relation de pays à pays : une relation d'ami à ami.

A la France, mais aussi à l'Europe, pour qui le Canada se veut un partenaire stable, fiable, ambitieux. Un partenaire novateur, moderne, audacieux. Un partenaire dont les perspectives sont à la démesure d'un territoire décidé à lui ouvrir des horizons nouveaux, des horizons boréaux. Un partenaire résolument tourné vers le Sud, vers l'Ouest, vers l'Est, mais dont les yeux sont aujourd'hui – aussi - rivés vers le Nord.

PREMIERE PARTIE

« LE CANADA, C'EST UNE ÉCONOMIE SOLIDE »

Mesdames et Messieurs,

Comme les économies des autres pays du G8, l'économie canadienne aborde ce début d'année 2008 avec prudence. Quel impact aura la crise des « subprimes » sur la croissance mondiale ? Les Etats-Unis, auxquels notre économie est fortement liée, risquent-ils d'entrer en récession ? Quel sera l'impact des fortes turbulences sur les marchés financiers que nous avons connues lundi en Europe et au Canada, dans une moindre mesure, hier aux Etats-Unis ?

Si la Bourse de Toronto a terminé la journée d'hier en hausse de 4 %, une période d'incertitude s'est ouverte, c'est incontestable. Mais, le Canada demeure confiant. Car son économie repose sur des bases solides. En tant que partenaire de la France, de l'Europe, c'est ce que nous offrons avant toute chose : une économie solide et la règle de droit.

Pour nos partenaires économiques, la première force d'attraction du Canada, c'est sa géographie : l'Amérique. Notre pays offre l'accès à la plus grande zone de libre-échange du monde, l'ALENA : un marché de 434 millions de consommateurs, un PIB combiné de plus de 15,000 milliards de dollars américains. 14 ans après l'entrée en vigueur de l'ALENA, le bilan est incontestablement positif : il a été un extraordinaire stimulateur de croissance et d'emploi.

Ouverte sur l'Europe comme sur l'Asie, notre économie est plus que jamais liée à celle des Etats-Unis avec qui nous échangeons 83% de notre commerce.

L'Amérique, c'est aussi une culture d'entrepreneurs qui encourage la création, l'innovation, le risque. C'est le monde de tous les possibles, où « l'ascenseur social » fonctionne si l'on veut prendre son destin en main. Créer son entreprise au Canada ne demande que quelques minutes en ligne.

Le 21e siècle s'ouvre, pour les Canadiennes et les Canadiens, sous les meilleurs auspices. Car le Canada jouit d'une santé économique excellente. Il est le seul pays du G8 à présenter des excédents budgétaires. Comme chaque année depuis le retour à l'équilibre de nos finances publiques en 1997, nous avons enregistré, en 2007, de nouveaux excédents budgétaires qui nous permettent, année après année, de réduire la dette fédérale et d'alléger la pression fiscale.

En 2007, la bonne gestion de nos finances publiques a permis au gouvernement fédéral de réduire notre dette de 10 milliards de dollars. 3 milliards devraient être injectés à chaque prochain exercice pour son remboursement. L'objectif est clair : ramener la dette à moins de 25% du PIB d'ici 2011-2012 avant de la faire disparaître complètement à l'horizon 2020.

A cette santé financière s'ajoute une croissance du PIB de 2,5% en 2007. Il est vrai que chaque pays concocte ses propres recettes pour la croissance – M. Attali présentait les siennes au président de la République ce matin. Chez nous, c'est la demande intérieure qui dope la croissance depuis 2001. Une croissance qui devrait se maintenir en 2008 pour continuer d'augmenter en 2009 – 2,7% selon les dernières estimations. A vrai dire, le Canada n'avait connu de période de croissance aussi longue qu'une seule fois dans son histoire.

Cette croissance profite à tous. Elle profite avant tout à l'emploi, dont la croissance est continue depuis 14 ans. Avec un taux de 5,9%, le chômage est à son niveau le plus bas depuis 33 ans. L'emploi se développe de façon soutenue partout au Canada – 590,000 emplois créés en deux ans - avec un dynamisme remarquable en Colombie-Britannique, dans les Prairies et au Québec.

Cette excellente santé permet au gouvernement du Canada de poursuivre la réduction de la pression fiscale. L'impôt fédéral sur les sociétés sera ramené à 15% en 2012, afin d'approcher notre objectif d'un taux d'imposition fédéral-provincial combiné de 25%. L'impôt fédéral sur les PME, quant à lui, est tombé à 11% dès cette année et la TPS - notre TVA - de 6% à 5% au 1^{er} janvier, offrant ainsi l'un des environnements fiscaux les plus compétitifs des pays de l'OCDE.

Au-delà du remboursement de la dette, cette « souveraineté fiscale » retrouvée permet au Canada d'investir dans les programmes de santé, d'éducation. Ou encore dans notre système public de retraites – l'un des rares encore viables au monde : sur le plan actuariel, son financement est assuré pour les 75 prochaines années.

Les performances économiques, financières, fiscales et sociales que nous affichons ne sont pas le fruit du hasard. Chacun reconnaît qu'elle résulte largement du succès d'une réforme de l'État rigoureuse entreprise au début des années 1990.

Chers amis,

Ici, en France, l'économie canadienne est perçue avant tout comme une économie primaire. Le Canada est traditionnellement vu comme une grande puissance de ressources naturelles. Si, bien sûr, mon pays a longtemps travaillé à la transition, réussie, de son économie, si mes compatriotes ont voulu se défaire d'une image de « grands bûcherons », il n'en demeure pas moins que le Canada considère plus que jamais ses richesses naturelles comme son principal atout économique stratégique.

Il est, en effet, formidablement riche de ressources fossiles et minières. Une richesse si grande que le Premier ministre Stephen Harper n'a pas hésité à qualifier le Canada de « superpuissance énergétique émergente » et de « géant minier mondial ».

Et pour cause ! Nous sommes le 5^e producteur d'énergie de la planète. Nous possédons, après l'Arabie Saoudite, les plus grandes réserves de pétrole au monde. Nous sommes le 3^e producteur mondial de gaz naturel, le 2^e producteur d'énergie hydroélectrique. Nous sommes aussi le principal fournisseur mondial d'uranium. Vous l'ignorez peut-être, mais 60% de l'uranium consommé en France provient du Canada.

Mais notre principal atout, c'est d'affirmer notre superpuissance énergétique dans un monde où les principales ressources fossiles et minières se trouvent dans des régions fragilisées par l'instabilité. C'est d'affirmer notre superpuissance énergétique dans une démocratie stable, un marché ouvert et libre, dans un pays fiable, social et responsable. Un pays qui, au cours de prochaines années, aura à cœur d'investir ses pétrodollars dans des projets d'avenir, dans des projets environnementaux ou dans des projets humains.

Au Canada, c'est dans le Grand Nord que ces ressources énergétiques abondent. Tout comme les diamants, l'uranium, le plomb, le zinc, le cuivre, Or, nous vivons aujourd'hui un point d'inflexion d'histoire, car le Nord, le Grand Nord, s'ouvre plus que jamais. Les eaux de l'Arctique sont de plus en plus navigables, ouvrant de nouvelles voies, de nouveaux horizons. Plus que jamais boréal, le Canada entend s'épanouir dans toute sa nordicité.

DEUXIÈME PARTIE

« LE CANADA C'EST LE NORD, TRÈS NORD »

Mesdames et Messieurs,

L'accès facilité aux ressources naturelles du Grand Nord accroît l'intérêt du grand public pour l'Arctique. Depuis cet été, nous entendons beaucoup parler du Grand Nord. Mais, au fond, qu'est-ce que le Grand Nord ?

L'Arctique canadien, ce sont les terres situées au-delà du 60^e parallèle. C'est 40% de la superficie de notre pays, mais 0,35% de notre population, soit 112,000 personnes environ.

Si nous avons tous, dans notre culture collective, des images d'immenses espaces blancs et purs, le Grand Nord canadien présente pourtant des réalités géographiques et humaines très différentes.

A l'Ouest, le Yukon est un territoire de montagnes clairsemées de forêt, peuplé de 30,000 personnes dont un quart sont d'origine amérindienne. Au centre, les Territoires du Nord-Ouest offrent un paysage de forêts boréales et une population de 40,000 personnes dont la moitié est amérindienne. A l'est, notre territoire le plus connu en France, le Nunavut, est couvert d'une toundra balayée par les vents et peuplé par 25,000 Inuits composant 85% de la population.

L'Arctique est un élément constitutif du Canada, il est le troisième océan qui borde notre pays. Comme notre jeune confédération a dû, il y a 140 ans, assurer la sécurité de sa côte Ouest, le Canada doit aujourd'hui se tourner vers sa frontière Nord.

Or, notre Premier ministre le rappelle à juste titre : le principe de la souveraineté consiste à l'exercer ou à le perdre. Et les Canadiens ont choisi de l'exercer.

La frontière de l'Arctique canadien est incontestable. Elle s'étend de l'extrême Nord du Labrador et remonte la côte orientale de l'île Ellesmere jusqu'à Alert. Puis, elle trace le périmètre occidental des îles de la Reine Elizabeth jusqu'à la mer de Beaufort. De là, elle longe les côtes des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon jusqu'à la frontière canado-américaine en Alaska. Tout au long de la frontière, la zone canadienne s'étend à 200 miles marins dans les eaux environnantes. Pas en deçà. Pas au-delà.

Le gouvernement du Canada a annoncé l'été dernier des mesures importantes qui permettront à notre pays d'exercer sa souveraineté :

- la construction et le déploiement de 6 à 8 patrouilleurs de haute mer qui pourront croiser dans le Passage du Nord-Ouest toute l'année ;
- la construction à Nanisivik du premier port en eaux profondes du Grand Nord canadien ;
- l'augmentation à 5,000 hommes des rangers de l'Arctique sous commandement canadien ;
- le lancement de drones d'observation longue portée sans pilote qui patrouilleront continuellement dans la région ;
- et le projet *Polar Epsilon* de surveillance satellitaire de l'Arctique canadien.

Exercer notre souveraineté, protéger notre territoire, c'est aussi nous assurer que ses écosystèmes uniques et les traditions pluriséculaires de ses peuples soient préservés. C'est développer tout le potentiel du Grand Nord, c'est réunir les conditions de sa participation au développement économique et social du Canada.

C'est tout le sens de l'engagement du gouvernement du Canada dans l'*Année Polaire Internationale*. En investissant 150 millions de dollars, notre pays s'est donné pour priorité d'améliorer notre connaissance du Nord en appuyant un programme qui associe 1250 chercheurs dépêchés dans 67 collectivités et dans nos sites de recherche.

Notre objectif est d'assurer la durabilité de la région et de la protéger pour les peuples qui l'occupent : les Premières Nations, les Métis, les Inuits.

Nous souhaitons comprendre :

- comment les écosystèmes de la toundra s'adaptent au changement climatique ;

- comment les stocks de caribous, de rennes, de phoques et d'ours, subissent les répercussions de ces changements ;
- comment l'exploitation gazière et pétrolière agit sur la santé, les activités traditionnelles de subsistance et le développement de ces populations.

L'engagement du gouvernement du Canada est à la hauteur de notre ambition. Ses projets sont conséquents. Je pense à notre brise-glace, l'*Admunsen*, qui croise 15 mois durant l'Arctique canadien avec des chercheurs à bord; je pense à la première cartographie exhaustive du plancher océanique de l'Arctique canadien en cours d'élaboration ; je pense aussi à la construction du premier centre international de recherches dans le Grand Nord canadien.

Souveraineté, développement, sciences... Le Grand Nord nous ouvre à tout cela.

Mais au-delà, il nous offre une lecture concrète des impacts sur notre planète du réchauffement climatique. Le Protocole de Kyoto a été signé il y a dix ans pour lancer un grand marathon des réductions mondiales des gaz à effet de serre. Le Canada l'a signé et l'a ratifié sous le gouvernement précédent. Beaucoup de retard a été pris et nous savons qu'il n'est plus réaliste de penser que ces objectifs seront atteints. Mais le Canada est un pays pragmatique et responsable.

C'est pourquoi notre gouvernement a présenté son plan le plus ambitieux de réduction des gaz à effet de serre. Il vise à réduire les émissions industrielles de 20% d'ici 2020 et de 60% à 70% à l'horizon 2050. Il prévoit aussi une réduction de moitié de notre pollution atmosphérique d'ici 2015.

Vous l'aurez compris : le Grand Nord est un enjeu majeur pour le Canada :

- un enjeu géostratégique ;
- un enjeu climatique ;
- un enjeu humain ;
- un enjeu économique ;
- un enjeu de développement.

Le Canada du 21^e siècle est un pays en excellente santé économique, une superpuissance énergétique émergente, un pays aux horizons boréaux immenses. Mais aussi remarquables soient ses promesses, elles ne suffiraient à embrasser le projet des Canadiennes et des Canadiens.

Car ceux-ci expriment avant tout leur volonté inébranlable de former une société généreuse. Si ce pays boréal brille par ses perspectives, qu'il s'épanouit comme une Étoile du Nord, cette étoile entend guider celles et ceux qui veulent vivre et construire une société moderne, humaniste, audacieuse, innovante.

TROISIÈME PARTIE

« LE CANADA, L'ÉTOILE DU NORD »

Chers amis,

Les plus beaux rêves d'étoiles, nous le savons bien, ce sont les chercheurs qui les font.

Des rêves « giga », des désirs « nano » que nous les invitons à connaître au Canada. Car, pour le 21e siècle, le Canada se rêve en pays d'excellence scientifique.

Notre pays possède une longue tradition de recherche et de réussites scientifiques. De la découverte de l'insuline à la mise au point du Blackberry par *Research in Motion* – dont je suis sûr qu'il a rendu « accro » la moitié de cette salle, le Canada a montré au monde sa capacité à innover pour changer en profondeur la vie des gens.

En 10 ans, le Canada s'est affirmé sur la scène internationale de la recherche, il s'est créé des bases solides. Les chercheurs canadiens se classent au premier rang des pays du G8 pour le nombre de travaux publiés par habitant et le Canada affiche la plus grande proportion de diplômés postsecondaires de ce même groupe de pays.

Mais notre projet du 21e siècle est plus vaste, plus ambitieux : l'excellence scientifique et technologique de classe mondiale. Pour réaliser cet objectif, le Canada s'est fixé pour priorité de favoriser l'avantage entrepreneurial et de développer les transferts de technologie, en créant un environnement d'affaires concurrentiel, dynamique, qui encourage l'investissement dans la R &D.

Notre pays souhaite concentrer ses efforts de recherche dans quatre domaines, quatre secteurs de force du Canada :

- l'environnement ;
- les ressources naturelles et l'énergie ;
- la santé et les sciences de la vie ;
- et les technologies de l'information et des communications.

Bâtir un pays d'excellence scientifique, c'est aussi attirer les compétences. Par une fiscalité attractive. Par l'amélioration de notre système d'immigration et la facilitation de l'emploi pour les travailleurs étrangers. Par l'excellence de la recherche dans nos universités.

Nous voulons un pays branché sur les idées, les talents, les technologies. Ouvert sur le monde.

L'Étoile du Nord, c'est aussi guider celles et ceux qui rêvent d'un avenir meilleur, c'est accueillir les candidats à une nouvelle vie.

Le Canada accueille chaque année quelque 250,000 nouveaux arrivants. Pour eux, notre pays se veut un immense espoir. Sur les 33 millions de personnes qui peuplent le Canada, 6 millions sont nées à l'étranger. Cette proportion, de l'ordre de 20% de notre population, est la plus forte des 75 dernières années. La plus grande ville du Canada, Toronto, offre, à ce titre, un formidable exemple de multiculturalisme avec une population née, pour moitié, hors de nos frontières, et plus de 150 langues parlées au quotidien.

L'Étoile du Nord, c'est aussi favoriser l'immigration des francophones. Au Québec, mais aussi dans les autres provinces qui n'hésitent plus à recruter en France des candidats à

l'immigration, conscientes de la richesse, pour leur patrimoine, de cette langue et de cette culture que nous célébrons cette année.

L'Etoile du Nord, c'est enfin favoriser l'échange de nos jeunes avec les jeunes Français, notamment, grâce aux accords de mobilité qui permettront dès cette année d'augmenter la délivrance de visas à leur bénéfice de 7,000 à 9,500.

Les Canadiens continuent de penser que leur avenir ne sera pas sans les autres. Car ils savent qu'être Canadien, c'est s'ouvrir à l'humanité, c'est s'ouvrir au monde. C'est ambitionner une communauté de destin dans la diversité des identités, des cultures et des langues. Être Canadien, c'est modeler un pays à la dimension de son rêve.

CONCLUSION

« LE CANADA, UN PARTENAIRE SOLIDE, FIABLE, RESPONSABLE »

Chers amis,

Le Canada est un pays moderne, dynamique, compétitif.

Un pays dont la prospérité repose sur des ressources abondantes, une économie aux bases solides et une ouverture résolue sur le monde. Un pays qui se découvre de nouveaux horizons, un pays ambitieux, fiable, responsable.

Le Canada se trouve à la croisée des chemins.

L'accès facilité à ses ressources fossiles et minières est une immense promesse pour sa prospérité. Le Canada aura plus que jamais les moyens d'offrir à ses citoyens un modèle de société unique, de continuer d'être le laboratoire social qui, entre autres, l'a rendu populaire en France.

La France est un partenaire-clé de ce pays prometteur. Un partenaire de choix dont il partage les valeurs, une certaine vision du monde, un attachement au multilatéralisme. Un partenaire avec qui il apprécie d'échanger ses meilleures recettes. Un pays avec lequel nous partageons une relation forte, une coopération intense, une confiance exceptionnelle faite d'amitié, de respect et d'admiration.

Nos deux pays ont à cœur de poursuivre leur relation, d'intensifier leur commerce et leurs investissements. Notre coopération doit se poursuivre dans tous les domaines, toujours s'ouvrir à des idées nouvelles, s'étendre mieux aux sciences et à la technologie.

Notre relation peut aussi s'inscrire dans une dimension plus large, plus européenne.

Nous avons lancé en 2007 une grande étude avec la Commission Européenne pour définir les paramètres d'une possible négociation qui permettrait une intégration économique équilibrée entre le Canada et la France , entre le Canada et l'Union Européenne.

Cette perspective, nous aurons à cœur de l'approfondir lors du prochain sommet Canada-Union Européenne que nous accueillerons à l'automne.

Le Canada compte sur le France. Nous avons besoin de son leadership au sein de l'Union Européenne, dont elle exercera la présidence au deuxième semestre, pour assurer le succès des projets ambitieux que nous nourrissons pour notre relation avec l'Europe.

Car cette relation, riche de promesses, est essentielle pour assurer notre prospérité et bâtir notre avenir.

Voilà, Mesdames et Messieurs, un aperçu de ce que nous réserver l'année 2008 :

- Un Sommet de la Francophonie où le Canada souhaite redonner un élan important ;
- Un Sommet Canada-Union Européenne qui, sous l'impulsion de la France , verra le lancement d'une grande négociation entre l'Europe et le Canada ;
- Une première visite au Canada du Premier ministre François Fillon les 2, 3 et 4 juillet ;
- Une première visite au Canada du Président Sarkozy les 17, 18 et 19 octobre ;
- Et, plus près de nous, la visite en France de notre Gouverneure Générale en mai prochain.

2008 sera, pour la relation Canada-France, une grande année.

Une année que je vous souhaite à toutes et à tous très heureuse... et très canadienne !

Je vous remercie.